



« PERIL SUR L'INGENIERIE EN FRANCE »

Assemblée Générale de Syntec-Ingénierie 26/06/2014

Des usines et des bâtisseurs d'un côté ; des laboratoires et des consultants de l'autre : cette répartition simpliste des tâches, imaginée un temps entre pays émergents et pays développés, a fait long feu. L'innovation n'est plus une chasse gardée et l'économie de la connaissance fait voler en éclats les derniers remparts. Fragilisée, l'économie française – et l'industrie en particulier – cherche à regagner des parts de marché. Des pistes, rassemblées sous la bannière de la compétitivité, sont ouvertes : renforcer la productivité, gagner en prix, accroître la valeur ajoutée. Et pour y parvenir, la performance des sociétés d'ingénierie, entreprises de services de prestations intellectuelles, constitue « un enjeu clé pour la compétitivité d'ensemble du tissu productif », comme le relève COE Rexecode dans une étude parue en janvier 2014.

Faire émerger une industrie servicielle...

Dans cette reconquête, l'ingénierie professionnelle - qui regroupe environ 350.000 emplois et réalise près de 40 Milliards d'euros de CA chaque année - est prête à s'engager ; mais il faut l'y autoriser et lui en laisser les moyens. Or la pression sur les prix pratiquée par des grands donneurs d'ordre qui ne parviennent pas à diminuer leurs coûts en interne ni à améliorer suffisamment leur productivité, la redistribution vers d'autres secteurs d'activité de fonds versés par les entreprises d'ingénierie qui en ont pourtant un besoin impératif – en termes de formation continue par exemple – ou encore l'augmentation des prélèvements liés à la masse salariale (qui représentent près de 85% des coûts d'une société d'ingénierie) pèsent sur la compétitivité des entreprises du secteur, sur leur capacité à financer leur développement et à créer de l'emploi en France.

Malgré tout, l'ingénierie professionnelle, largement dominée par les Anglo-saxons, voit émerger depuis une décennie des acteurs français importants. Le paradoxe est que les ingénieries qui portent des compétences fortes sont souvent mieux reconnues à l'étranger qu'en France, même lorsqu'elles sont françaises. Elles y vendent à des prix plus justes, valorisent mieux leurs savoir-faire et sont considérées comme des éléments clé de l'innovation et décisifs dans le développement de l'économie et l'obtention des grands contrats, notamment dans les domaines de l'énergie et de la construction.

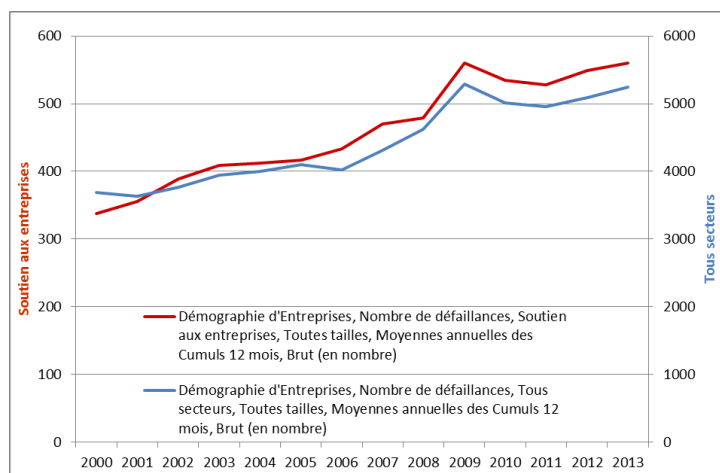
Le développement du secteur professionnel de l'ingénierie se trouve aujourd'hui par ailleurs menacé par le renouveau des grandes ingénieries de l'état qui se reconstituent autour des investissements publics. Cette concurrence déloyale entrainera pour les sociétés privées des pertes de compétence et d'emplois durables sur le territoire national.

... dont plusieurs voyants ont pourtant déjà viré à l'orange.

- **L'accélération inquiétante du nombre de défaillances d'entreprises.**

L'ingénierie professionnelle, comme plus généralement les activités de services (qui regroupent les activités spécialisées, scientifiques et techniques et les activités de services administratifs et de soutien), connaît une accélération inquiétante du nombre de défaillances de ses entreprises par rapport au reste de l'économie : ainsi, de 324 en janvier 2000, ce nombre grimpe à 542 en janvier 2014, soit une augmentation des défaillances de plus de 67% pour le secteur contre 40% pour la totalité de l'économie française (source Banque de France). Cela est particulièrement inquiétant, le secteur des services ayant jusque-là mieux résisté à la crise que les autres.

Dès lors, alors que les grands groupes diversifiés se tournent résolument vers l'international, les PME – souvent plus spécialisées et plus locales – et surtout les ETI d'ingénierie, plus fragiles que les grandes entreprises, commencent à montrer des signes de faiblesse souvent liés à des problèmes de liquidités. Le non-respect des délais de paiement ou les faibles niveaux de marges sont ainsi des éléments qui pèsent sur les entreprises. L'impact sur l'emploi commence à se faire sentir ; pas sur les jeunes ingénieurs – qui n'ont pas de mal à se vendre à l'étranger pour de meilleurs salaires (les salaires en France ayant supporté le poids des charges sociales et de la fiscalité) – mais sur les plus âgés – qui n'ont plus la même mobilité – et sur les techniciens – qui, souvent, ne bénéficient pas du même niveau technique ou des mêmes compétences managériales.

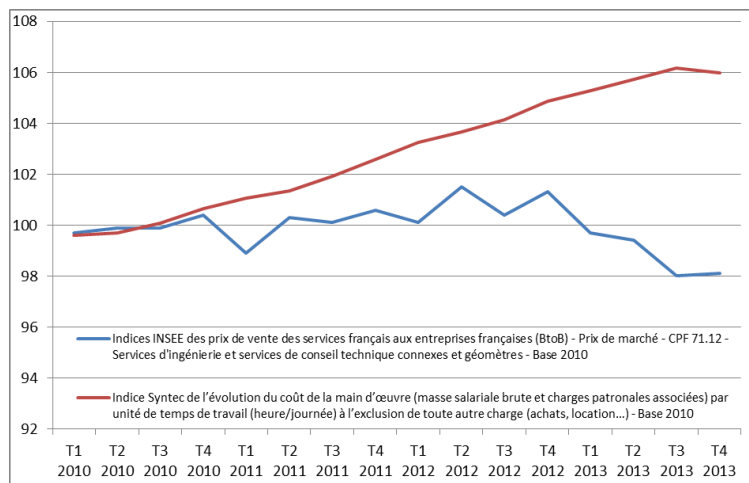


Comparaison de l'évolution du nombre de défaillances de sociétés de soutien aux entreprises par rapport à toutes les autres défaillances d'entreprises (source Banque de France)

- **Les services se délocalisent... les emplois liés (et induits) se créent donc ailleurs.**

Les sociétés d'ingénierie continuent à créer des emplois, mais en priorité dans les pays où le coût du travail est plus compétitif, où l'investissement se déplace, où les donneurs d'ordre ont une meilleure reconnaissance de la valeur ajoutée apportée par ces sociétés. Celles qui en ont les moyens accélèrent leur développement à l'international (et exportent moins depuis la France), au détriment de leur développement en France.

- **Des niveaux de marges non viables pour les entreprises.**



Ne parvenant pas à diminuer leurs coûts en interne et à améliorer suffisamment leur productivité et/ou la qualité de leurs produits, de plus en plus d'industriels imposent des baisses de prix insoutenables à l'ingénierie. Les prix de vente moyens des services d'ingénierie ont ainsi perdu près de 2% en France depuis 2010 (source INSEE), la baisse pouvant même atteindre environ 15% par an depuis 3 ans dans certains secteurs comme l'automobile (source Syntec-Ingénierie). Or, en parallèle, le coût de la main d'œuvre – qui constitue environ 85% des coûts des entreprises d'ingénierie professionnelle – a cru de plus de 6% sur la même période en France (source Syntec), soit une dégradation des marges de 8% minimum.

Evolutions comparées des prix de vente des services d'ingénierie et services de conseil technique connexes et du coût de la main d'œuvre (sources INSEE et Syntec)

- **Les entreprises n'ont plus les moyens de former leur personnel.**

Dans une profession en permanente mutation technologique et en internationalisation croissante, dont les principales ressources sont les hommes, la formation est un élément clé de compétitivité et d'employabilité des collaborateurs, qu'ils soient techniciens supérieurs ou ingénieurs. Le maintien d'une capacité d'innovation et d'intégration de technologies, d'outils, de méthodes... qui évoluent constamment exige un effort permanent de développement des compétences. La redistribution des fonds de formation vers d'autres publics que ceux de la branche et les marges réduites des entreprises laissent peu de place aux budgets de formation. Cela commence réellement à constituer un handicap sérieux qui pénalise autant les sociétés d'ingénierie que leurs salariés.

*

* *

L'industrie française peut-elle se priver de l'expertise d'une ingénierie qui joue un rôle clé dans le développement de méthodes permettant d'accélérer la mise sur le marché de produits innovants, d'accélérer les retours sur investissement et de diminuer leurs coûts de production et de transport ?

Si tel devait être le cas, cela reviendrait à fragiliser tout l'écosystème des différentes filières économiques ; car la compétitivité des entreprises n'est pas une pure affaire de *design* et de coûts de production : elle passe aussi, et de plus en plus, par la qualité des services indispensables à la conception et à la réalisation de ces produits.